

Dans chaque cas, les spécialistes signalaient que la production des céréales continuerait à dépasser les ventes et que cela gonflerait les stocks. Certains trouvaient leur intérêt dans une attitude optimiste et leurs recommandations diverses ont pris le pas sur ces prévisions. Ce fait même a provoqué cet excédent si tangible, si accablant pour certains cultivateurs.

Les membres du gouvernement ne doutent pas de la place importante et avantageuse que le cultivateur et sa ferme peuvent occuper dans notre société actuelle. Nous sommes certains que les problèmes peuvent être abordés et résolus de façon réaliste.

J'ajoute que le gouvernement actuel soutient entièrement la Commission canadienne du blé. Nous n'aurons pas l'attitude ambiguë de certains députés de l'opposition qui déclarent appuyer la Commission du blé et ensuite tendent un doigt accusateur vers ce qui semble, d'après eux, l'influencer. Ces manœuvres conviennent peut-être à ceux qui visent à détruire la Commission du blé, mais non à ceux qui veulent la soutenir.

Il est certain que la situation des cultivateurs est grave. Le gouvernement l'admet, l'a admis depuis bien des mois. Nous avons officiellement reconnu l'existence des problèmes créés par les excédents, les bas prix et les coûts de revient élevés qui affectent la production des céréales et, plus particulièrement, du blé.

Je voudrais rappeler aux honorables députés la déclaration qu'ont faite en août mes collègues le ministre de l'Agriculture (M. Olson) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) au sujet de la situation des agriculteurs de l'Ouest quant aux liquidités, disant que le gouvernement maintiendrait le prix du blé sur le marché local au niveau fixé par l'Arrangement international sur les céréales—seul prix que nous puissions contrôler effectivement. Mes collègues disaient aussi que le gouvernement doit veiller constamment sur la situation des agriculteurs en argent comptant. Nous savions que le programme d'avances en argent comptant, s'il apportait une aide immédiate, ne serait pas une solution pour l'année entière. Je signale aux honorables députés le passage de la déclaration où il en est fait état. Je voudrais que vous connaissiez, monsieur l'Orateur, l'état de ces avances. D'après le dernier rapport dont je dispose, au 14 novembre le chif-

fre était de 227 millions de dollars, ou un peu plus, soit environ 2.5 millions de dollars de plus que la semaine précédente, dont le chiffre dépassait à son tour de 5 millions le niveau de la semaine d'avant, et de 8 millions celui de l'avant avant-dernière semaine. Ces chiffres indiquent la nature du mouvement d'espèces en vertu du régime des avances en espèces. Il importe de ne pas oublier que l'agriculteur fait face à des difficultés attribuables à plusieurs facteurs mondiaux, y compris le total de la production mondiale. Au cours des quatre dernières années, la production mondiale a dépassé les dix milliards de boisseaux par an; cela ne s'était jamais vu et, en fait, durant les quatre années précédentes, la production moyenne s'était établie à 8.6 milliards de boisseaux, ce qui représentait déjà un niveau fort élevé.

● (5.50 p.m.)

Il ne faut pas oublier que le commerce international du blé a fléchi l'an dernier, comparativement à l'année précédente, par suite de la production accrue de blé par les pays exportateurs, mais surtout par ceux qui auraient normalement acheté du blé des exportateurs.

Chose étonnante, le Canada a su conserver sa part du marché mondial du blé, malgré ces pressions. Il est vrai que nos ventes de blé, par exemple, sont passées, dans l'ensemble, de 335 millions à 305 millions de boisseaux. Par ailleurs, les États-Unis ont vu leurs exportations tomber de 760 millions à 543 millions de boisseaux; les exportations australiennes ont aussi connu une baisse, de 256 millions à 195 millions de boisseaux. Je ne prétends pas expliquer au moyen de ces chiffres les problèmes des fermiers, mais ces statistiques montrent bien l'ampleur de la tâche qui consiste à calculer les ventes éventuelles, liées comme elles sont à la conjoncture internationale.

Je répète les paroles du ministre de l'Agriculture, prises à la légère par le chef de l'opposition: nous devons faire de notre mieux pour établir les possibilités qu'offre le marché et tenir les fermiers au courant; nous devons envisager avec réalisme la question fondamentale de savoir combien de blé le pays devrait emmagasiner; nous devrions aussi examiner le résultat de nos mesures plutôt que de n'en pas tenir compte, comme on l'a fait trop souvent dans le passé.

Le gouvernement et la Commission du blé se sont efforcés d'accroître nos ventes à l'étranger et de soutenir les prix. J'aimerais rappeler aux députés que le prix du blé à l'échelle mondiale nous a donné du fil à retor-